

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

SEPTEMBRE 2023 - N°029 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



VOUS AVEZ DIT COUP D'ÉTAT ?

Qu'est-ce qu'un coup d'État ? Il s'agit d'un renversement du pouvoir par une personne investie d'une autorité. On le distingue d'une révolution en ce que celle-ci est populaire. Donc oui, par définition, nous avons vécu un coup d'État au Gabon le 30 août 2023. Cette précision est peut-être indispensable pour aider à clore le débat sur les mots.

P. 4-5

POZI Application de suivi et de gestion de véhicules

SCANNEZ-MOI

Merci à nos fidèles clients pour

10000

VÉHICULES

à partir de 25 000Fcfa

www.pози.app

App Store Google Play

@POZlapp 071.27.34.73

Interview

À CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES, RUBRIQUE EXCEPTIONNELLE

Essentiels



HENRI-CLAUDE OYIMA, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU GABON

Discours prononcé à l'occasion de la rencontre avec Brice Clotaire Oligui Nguema, président du Comité de la transition et de la restauration des institutions (CTRI).

P. 7



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : SON HISTOIRE ET SES ENJEUX

Du jour au lendemain, l'intelligence artificielle a commencé à dominer la conscience publique grâce au lancement de ChatGPT...

P. 8-9

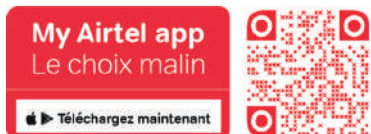


SOMMET DES BRICS : UN NOUVEAU BLOC EST-IL EN TRAIN D'ÉMERGER POUR RIVALISER AVEC LE LEADERSHIP AMÉRICAIN ?

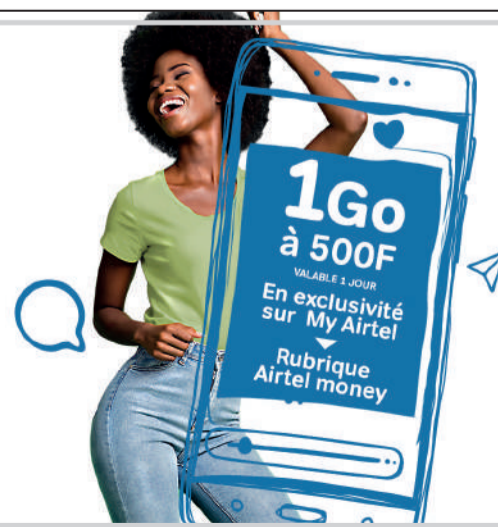
Réunis à Johannesburg, les Brics ont acté l'intégration de 6 nouveaux pays...

P.11

airtel
AU-DELÀ DE L'IMAGINATION



Voici le vougAA! du forfait



ACTIVEZ LA VIE PAS CHÈRE!

L'AGENCE
▶ 308



	PRIX (FCFA)	VALIDITÉ
200 Mo	100	1H
1 Go	500	1Jr
2 Go	1 000	3Jrs
5 Go	2 000	7Jrs
14 Go	5 000	14Jrs
30 Go	10 000	30Jrs

Édito

CHANGEMENT DE SONNERIE POUR CETTE RENTRÉE !

A 5h mercredi 30 août 2023, nous nous sommes réveillés avec un seul bruit annonciateur d'un message : *regardez les infos, elles vous surprendront*. Depuis tout s'accélère, les scènes de liesse dans toutes les couches de la société se multiplient et atteignent leur paroxysme. Le philosophe Henri-Frédéric Amiel a écrit : « Sachons répudier le faux, le culte des apparences, renoncer au sophisme, au clinquant, à la fraude, et attachons-nous au vrai. Remplaçons la rhétorique par la sincérité et les formes vides par les réalités sérieuses. Soyons honnêtes, probes et consciencieux ». Il aurait pu être un haut gradé de l'armée parce que ce sont ces mêmes fondamentaux que le général Brice Clotaire Oligui Nguéma, président de la transition, intègre dans chacun de ses discours, dans toutes ses interventions adressées à la Nation et à toutes les corporations professionnelles.

Chères lectrices, chers lecteurs, le journal les *Échos de l'Éco* garde sa neutralité. Ne vous méprenez pas, je ne prends pas parti, je ne juge pas, j'écoute, je lis, j'observe et je constate les effets produits par ce réveil. Les entreprises sont attentives à toute déclaration. Dès le 31 août, les acteurs économiques ont été invités au Palais pour écouter « le nouveau patron ». Certains sont mis en garde, d'autres encouragés et bon nombre se réjouissent d'apprendre que le remboursement de la dette intérieure sera une des quatre priorités retenues. De quoi relancer l'économie, favoriser le pouvoir d'achat, joindre les actes aux paroles, mettre en confiance, rassurer les investisseurs... Vous pourrez lire en page 7 l'intégralité du discours de M. Henri Claude Oyima, président de la FEG, adressé à M. Brice Clotaire Oligui Nguéma, président de la transition. Bien entendu, nous suivrons de près les avancées de l'ensemble de ces priorités.

Adopter le bon ton avec le recul et la hauteur nécessaires pour servir l'information, la vraie, tel est aussi le message énoncé lors de son discours à l'endroit de la presse. Pas de place pour le kongossa et les suppositions.

Nous, dans les colonnes des *Échos de l'Éco*, allons continuer à travailler dans le respect de la ligne éditoriale fixée depuis notre première édition. Mais à circonstances exceptionnelles, rubrique exceptionnelle. Ce numéro est dédié à ce renversement qui marquera de façon indélébile l'histoire du Gabon. Vous lirez également l'issue de la réunion des Brics, les échanges commerciaux entre le continent et la Chine, le taux d'endettement du Gabon et bien d'autres sujets développés dans nos différentes rubriques.

Bonne rentrée à vous, à vos enfants, que l'actualité des mois qui suivent nous conforte dans nos souhaits de contribuer à faire grandir le Gabon.

Bonne lecture ●

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella – Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



IMPRIMÉ À 12 000 EX



Sommaire



P.6

LONGTEMPS PERÇUE COMME UN PROBLÈME, L'AFRIQUE SE PRÉSENTE AUJOURD'HUI EN SOLUTION AUX DÉFIS DU MONDE

Alors que les équilibres géostratégiques sont en pleine recomposition, un rapport de la fondation Mo Ibrahim souligne la nécessité de reconsidérer la place de l'Afrique dans le monde et de remédier à sa marginalisation dans l'architecture multilatérale.

LE TAUX D'ENDETTEMENT DU GABON PASSERA DE 64,7 % DU PIB EN 2021 À 55,7 % EN 2023

C'est ce qui ressort de la révision des perspectives du Gabon par l'agence de notation Fitch Ratings publiée ce 4 août 2023. Cette révision met en exergue les points forts, les acquis et les points faibles de l'économie gabonaise.



P.7



P.10

L'AFRIQUE DE L'EST ENREGISTRERA LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE LA PLUS ÉLEVÉE DU CONTINENT EN 2023 ET 2024

Les Perspectives économiques de l'Afrique de l'Est 2023 ont été publiées le 27 juillet par la Banque africaine de développement. Ce rapport prévoit une accélération de la croissance économique à moyen terme dans la région...

L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ENREGISTRERA LA PLUS FORTE CROISSANCE DU TRAFIC DE DONNÉES MOBILES AU MONDE D'ICI 2028

Un rapport du géant suédois d'équipements de télécommunications Ericsson souligne que la forte hausse du trafic de données mobiles prévue en Afrique subsaharienne durant les prochaines années sera tirée principalement par l'augmentation de l'adoption des smartphones...



P.14



P.14

CHINE-AFRIQUE : LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ONT AUGMENTÉ DE 7,4 % DURANT LES SEPT PREMIERS MOIS DE 2023, À 156,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Malgré la suppression des droits de douane sur 98 % des produits importés de 18 pays africains en 2022, la balance commerciale demeure excédentaire en faveur de la Chine dont les exportations vers le continent sont dominées par les produits finis.

À CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES, RUBRIQUE EXCEPTIONNELLE...

VOUS AVEZ DIT COUP D'ÉTAT ?

Qu'est-ce qu'un coup d'État ? Il s'agit d'un renversement du pouvoir par une personne investie d'une autorité. On le distingue d'une révolution en ce que celle-ci est populaire. Donc oui, par définition, nous avons vécu un coup d'État au Gabon le 30 août 2023. Cette précision est peut-être indispensable pour aider à clore le débat sur les mots. Quel que soit le terme employé, adopté ou adapté, cette méthode a pour volonté d'anéantir et de remplacer le régime politique en place. Si les coups d'États pullulent dans l'histoire sur tous les continents, c'est qu'ils font appel à un ressort particulier : le pouvoir y est tellement concentré que la tentation est grande de le remplacer, quelle que soit l'idéologie invoquée. Exploiter cette conquête du pouvoir est toujours une autre affaire. Il s'agit de procéder à des changements significatifs dans l'exercice dudit pouvoir, changements d'autant plus grands que l'assise est traditionnellement large. Idéalement, une telle opération nécessite une préparation minutieuse parce que l'acte en lui-même est très limité dans le temps, parce que son exécution a pour but d'enrayer immédiatement toute tentative de riposte. Ses instigateurs décident du lieu et du moment de l'action pour bénéficier de l'effet de surprise et tenter de couper court à toute confusion.

C'est exactement ce que nous avons vécu le 30 août 2023 au Gabon et cette date restera historique au point que certains souhaiteraient qu'elle remplace la date de la fête de l'Indépendance du 17 août. C'est donc à l'occasion des élections présidentielles, législatives et municipales que les cinq (5) corps (bérêts noirs – garde républicaine – bérêts rouges et verts – gendarmerie et police – se sont unis pour prendre le pouvoir, dans le calme et la sérénité. Dans les minutes qui suivaient, la liesse exprimée par la population témoignait de son adhésion à ce renversement. Quelques heures après, nous retrouvons les

liaisons internet, les radios et les chaînes de télévision extérieures tandis que les commerces préparaient leur réouverture. Il n'en fallait pas davantage pour avoir le sentiment de basculer dans un monde différent. Le « portrait » de ce coup d'État n'est effectivement en rien comparable à ceux observés récemment au Mali, au Burkina ou au Niger, par son déroulement et ses objectifs.

Depuis cet événement national, Brice Clotaire Oligui Nguema, nommé et entouré par ses pairs président du Comité de la Transition de la Restauration des Institutions, a prêté serment devant les juges de la nouvelle Cour constitutionnelle.



Par son déroulement et ses objectifs, ce coup d'État n'est en rien comparable à ceux observés au Mali, au Burkina ou au Niger.

Il n'a pas attendu ce grand moment de l'histoire du Gabon pour s'exprimer clairement sur la situation et a immédiatement pris le temps d'échanger avec chaque représentant des forces vives nationales. Les acteurs économiques ont été reçus le 31 août, soit dès



le premier jour, puis, les jours suivants, l'ensemble de la presse, les représentants des différentes confessions religieuses. Il a également souhaité s'entretenir avec les institutions nationales et internationales, les ONG, les directeurs généraux et les responsables des administrations. Chacune de ces réunions a été organisée dans la même salle sise dans l'enceinte du palais présidentiel, sans aucune effusion ostentatoire.

Sans attendre, il a reçu également, entre autres, le représentant de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. À l'issue de cette rencontre, Faustin Archange Touadéra, « facilitateur » dépêché à Libreville, a acté le principe de l'élabora-

tion conjointe d'une « feuille de route pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel ».

À l'heure où ces quelques lignes sont rédigées, exactement 10 jours après cet événement, le Premier ministre de ce nouveau gouvernement a été désigné et son gouvernement constitué (voir liste ci-dessous). Si nous ne sommes pas encore en mesure de vous informer de la durée de cette transition ni de vous indiquer la date des prochaines élections démocratiques, ces dernières constituent l'objectif annoncé du mandat du général Brice Clotaire Oligui Nguema. *N'oublions pas que l'Homme ne fait pas avancer le temps, mais que le temps fait avancer l'Homme.* ●

PAR DÉCRET DU PRÉSIDENT DE LA TRANSITION, CHEF DE L'ÉTAT, ET SUR PROPOSITION DE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION, LE GOUVERNEMENT DE LA TRANSITION EST COMPOSÉ AINSI QU'IL SUIT :

Premier Ministre, chef du Gouvernement de la Transition :
Monsieur Raymond NDONG SIMA

■ MINISTRES :

Ministre de la Réforme des institutions :
Madame Murielle MINKOUE ép. MINTSA

Ministre des Affaires étrangères, chargé de l'intégration sous-régionale et des Gabonais de l'étranger :
Monsieur Régis ONANGA NDIAYE

Ministre de la Justice, garde des Sceaux, porte-parole du gouvernement :
Monsieur Paul-Marie GONDJOUT

Ministre de la Santé et des Affaires sociales :
Professeur Adrien MONGOUNGOU

Ministre de l'Éducation nationale, chargée de la formation civique :
Madame Camélia NTOUTOUME LECLERCQ

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique
Professeur Hervé NDOUM ESSINGONE

Ministre du Travail et de la Lutte contre le chômage :
Madame Solange NGUIAKIE

Ministre de la Fonction publique et du Renforcement des capacités :
Monsieur Raphaël NGAZOUZE

Ministre des Travaux publics :
Monsieur Flavien NZIENGUI NZOUNDOU

Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Cadastre :
Monsieur Ludovic MEGNE

Ministre de la Culture, de la Jeunesse, des sports et des Arts :
Monsieur André Jacques AUGAND

Ministre des Eaux et Forêts, chargé de la préservation de l'environnement, du climat et du conflit homme-faune :
Colonel Maurice TOCUI

Ministre du Pétrole :
Monsieur Marcel ABEKE

Ministre des Mines :
Monsieur Hervé Patrick OPIANGAH

Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche :
Monsieur Jonathan IGNOUMBA

Ministre des Transports, de la Marine marchande et de la Mer :
Capitaine de Vaisseau Loïc MOUDOUA DINGA

Ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques :
Monsieur Jeannot KALIMA

Ministre du Commerce, des PME/PMI, chargé des activités rémunératrices de revenus :
Madame Patricia DJIPANO

Ministre du Tourisme et de l'Artisanat :
Monsieur Pascal NGOWET SIFFON

Ministre des Nouvelles technologies de l'information et la communication, porte-parole du CTRI :
Madame Laurence MENGUE MEZOGHO ép. NDONG

Ministre des Comptes publics :
Monsieur Charles MBA

Ministre de l'Économie et des Participations :
Monsieur Mays MUISSI

■ MINISTRES DELEGUÉS

Ministre délégué à la Présidence, chargé de la défense nationale :
Général de Brigade Brigitte ONKANOWA

Ministre délégué à la Présidence, chargé de l'intérieur et de la sécurité :
Monsieur Herman IMMONGAULT

Ministre délégué auprès du ministre de la Santé et des Affaires sociales :
Madame Françoise MAKAYA Veuve MVOU

LE PRÉSIDENT DE LA TRANSITION, BRICE CLOTAIRE OLIGUI NGUEMA, A PRÊTÉ SERMENT DEVANT LES JUGES CONSTITUTIONNELS

Mesdames et Messieurs de la presse,

Chers aînés, chers amis ;

Messieurs les officiers généraux ;
officiers ; sous-officiers et militaires
du rang ;

Mesdames et Messieurs, en vos
grades, rangs et qualités respectés ;

Gabonaises et Gabonais,

Mes chers compatriotes,

Je voudrais commencer cette allocution en adressant d'un cœur reconnaissant une action de grâce au Dieu tout puissant.

C'est grâce à ses bontés sans cesse renouvelées pour notre pays le Gabon que nous pouvons fièrement nous tenir ici ce matin dans cet hémicycle du palais de la Renovation. Ce même Dieu, qui nous a parlé le matin du 30 août 2023 et qui continue de nous parler, est celui qui a conduit nos pas jusqu'ici.

Permettez-moi de rappeler à votre souvenir les paroles prononcées par feu le président Omar Bongo dans cette salle, au terme de 42 ans de règne après feu le président Léon Mba, premier président du Gabon : « Dieu ne nous a pas donné le droit de faire du Gabon ce que nous sommes en train de faire, il nous observe. Il dit : amusez-vous. Le jour où il voudra aussi nous sanctionner, il le fera ».

Cette phrase remplie de sagesse était en réalité la voix de Dieu qui a fini par accomplir sa volonté pour le peuple gabonais aujourd'hui.

Gabonaises, Gabonais, mes chers compatriotes,

Permettez-moi d'exprimer mes sincères remerciements à tous ceux qui, nombreux, très nombreux, ont effectué le déplacement pour prendre part à cette cérémonie d'investiture.

J'ai une pensée particulière pour tous les Gabonais de la diaspora qui suivent cette cérémonie de là où ils sont.

Mais j'ai surtout une pensée spéciale pour tous nos compatriotes qui auraient rêvé vivre ce jour, mais nous ont précédés dans l'au-delà. Je pense à tous les partisans du changement et de l'alternance : Simon Oyono Aba'a, Martine Oulabou, Pierre Louis Agondjo Okawè, Pierre Mamboundou, André Mba Obame, pour ne citer que ceux-là.

Comme disait l'ancien président ghanéen Jerry John Rawlings : « Quand le peuple est écrasé par ses dirigeants avec la complicité des juges, c'est à l'armée de lui rendre sa liberté ».

C'est fort de cet esprit que le 30 août 2023, telle une météorite dans la nuit noire, les forces de défense et de sécurité de notre pays ont pris leurs responsabilités en refusant le coup d'État électoral qui venait d'être annoncé par le Centre gabonais des élections à la suite d'un processus électoral outrageusement biaisé.

C'est sans aucune violence, sans heurts et sans effusion de sang que le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a changé le régime en place, qui confisquait le pouvoir des institutions de la République depuis quelques années, au mépris flagrant des règles démocratiques.

Cette action patriotique inédite restera sans aucun doute un « cas école » dans les annales de l'histoire.



L'armée républicaine s'est inscrite dans le refus de cautionner une forfaiture qui aurait, une fois de trop, coûté la vie à de nombreux citoyens. Le peuple demande tout simplement que ses droits soient garantis à travers des institutions fonctionnelles.

Les forces de défense et de sécurité avaient un double choix : soit tuer des Gabonais, qui auraient légitimement manifesté, soit mettre fin à un processus électoral pipé, dont les conditions du déroulement ne permettraient d'ailleurs pas l'expression démocratique.

C'est en toute responsabilité que nous avons dit : « NON. Plus jamais ça dans notre beau pays le Gabon ! ». C'est l'occasion pour nous de remercier le soutien du peuple qui, de manière spontanée, a adhéré à cet acte patriotique. Notre étonnement est grand lorsqu'on entend certaines institutions internationales condamner l'acte posé par des soldats qui n'ont fait que respecter leur serment sous le drapeau : sauver la patrie au prix de leur vie.

Desmond Tutu disait : « Si vous êtes neutres devant une situation d'injustice, c'est que vous avez choisi d'être du côté de l'opresseur ». Nous, forces de défense et de sécurité, nous avons choisi d'être du côté du peuple et de la liberté. Comme le général de Gaulle jadis.

Mes chers compatriotes,

La constitution est le texte fondateur d'un État. Elle consacre ses institutions, ses procédures particulières, et les mécanismes de représentation n'arrivaient plus à mettre notre société en situation de suivre. Il est donc impor-

tant que les Gabonais de toutes les couches s'accordent pour adopter, par référendum, une nouvelle constitution ainsi qu'un Code électoral et un Code pénal fiable, qui garantit à tous les mêmes chances.

Notre pays mérite des institutions fortes, crédibles, une gouvernance assainie, plus en phase avec les normes internationales en matière de respect des droits humains, des libertés fondamentales, de la démocratie, de l'État de droit.

Je souligne par ailleurs que le Gabon est un pays indivisible dans la diversité de ses cultures, sa complexité ethnique et sa géographie. L'unité de notre peuple doit toujours être la condition essentielle pour l'exercice de nos libertés fondamentales. J'y veillerai personnellement durant toute la période de transition.

De même que je m'engage à ce que les relations séculaires entre les Gabonais et nos frères étrangers soient toujours des relations de grande amitié, de tolérance et de concorde.

La politique et l'administration dans un pays sont des domaines de souveraineté nationale, le dire n'est nullement de la xénophobie.

Mes chers compatriotes,

Depuis quelques jours, le Comité pour la transition et la restauration des institutions a entrepris des consultations avec toutes les forces vives de la Nation. Les préoccupations soulevées sont légitimes et limpides. Aussi, avec le gouvernement qui va être mis en place dans quelques

jours, composé de gens expérimentés et de personnes à la compétence avérée, nous allons nous atteler à donner à tous des raisons d'espérer une vie meilleure. Ici et maintenant, je m'engage solennellement à ne ménager aucun effort pour qu'à l'issue de cette transition, notre pays soit doté d'institutions fortes, démocratiques et crédibles.

Chers compatriotes,

En droit international, on dit que les relations entre les États sont au-dessus des personnes. Autrement dit, les hommes passent et l'État demeure. Le Gabon a été un des membres fondateurs de nombreuses organisations régionales et sous-régionales, il entend à ce titre jouer pleinement son rôle dans le concert des Nations.

Peuple gabonais,

Aujourd'hui, les temps heureux rêvés par nos ancêtres arrivent enfin chez nous. Il faut donc des changements profonds, issus de notre réflexion commune. C'est pourquoi j'instruis déjà le futur gouvernement à réfléchir sans délai sur les mécanismes à mettre en place afin de :

- Faciliter le retour au pays de tous les exilés politiques ;
- Rétablir la bourse pour les élèves du secondaire ;
- Amnistier les prisonniers d'opinion ;
- Financer l'économie nationale avec les partenaires locaux et les institutions financières locales ;
- Créer une synergie avec l'accompagnement des banques locales pour le paiement des pensions des retraités ;
- Réviser les conditions d'attribution de la nationalité gabonaise ;
- Réviser les lois du foncier en République gabonaise.

À l'issue de cette transition, avec l'apport de tous les Gabonais partenaires au développement, nous entendons remettre le pouvoir aux civils en organisant de nouvelles élections libres, transparentes et crédibles dans la paix.

Hommage aux pères fondateurs de notre belle Nation.

Peuple gabonais, c'est enfin notre essor vers la félicité.

Honneur et fidélité à la patrie.

Je vous remercie ●



LONGTEMPS PERÇUE COMME UN PROBLÈME, L'AFRIQUE SE PRÉSENTE AUJOURD'HUI EN SOLUTION AUX DÉFIS DU MONDE

Alors que les équilibres géostratégiques sont en pleine recomposition, un rapport de la fondation Mo Ibrahim souligne la nécessité de reconsidérer la place de l'Afrique dans le monde et de remédier à sa marginalisation dans l'architecture multilatérale.

Par la Rédaction



●●● Un atout pour l'Afrique : sa population jeune, en plein essor.

La perception de l'Afrique dans le monde doit désormais prendre la mesure de l'énorme potentiel d'un continent qui a plus que jamais la capacité de contribuer à apporter des solutions aux défis partagés de la planète, notamment grâce à sa forte croissance démographique, sa jeunesse en plein essor et ses abondantes ressources naturelles essentielles à une économie décarbonée.

Au cours du forum *Global Africa in the world and the world in Africa* qui s'est déroulé à Nairobi fin avril, des dirigeants du continent et de grandes institutions ainsi que des experts et des représentants de la société civile ont unanimement souligné la nécessité de changer le narratif sur l'Afrique, qui tend à perpétuer une vision obsolète d'un continent africain seul réceptacle de toutes les crises du monde et que le monde doit sauver. D'autant plus que l'Afrique dispose d'atouts considérables qui peuvent non seulement favoriser son propre développement durable, mais aussi la positionner en tant qu'acteur important de la solution aux défis partagés du monde contemporain.

Le rapport souligne que le potentiel considérable de l'Afrique repose sur son large éventail de ressources qui vont d'une population jeune en plein essor à d'abondantes ressources minérales essentielles à une économie globale verte, en passant par des centaines de millions d'hectares de terres arables et un vaste marché de 1,4 m^d de consommateurs.

L'Afrique représente 18 % de la population mondiale. Déjà deux fois plus importante que celle de l'Europe (743 millions), la population du continent devrait augmenter de 2,2 m^{ds} de personnes d'ici 2100 alors que toutes les autres régions du monde verront leur population décliner.



En 2023, le taux de croissance de l'Afrique sera plus de six fois supérieur à celui de l'Europe et deux fois supérieur à celui de l'Amérique du Nord.

Un gisement de 1,4 milliard de consommateurs

En 2100, l'Afrique devrait représenter 37,9 % de la population mondiale. Avec un âge médian de 18,8 ans, elle est déjà le continent le plus jeune du monde. Ce sera encore le cas en 2100, lorsque l'âge médian atteindra probablement 35 ans en Afrique, contre des moyennes allant de 44 à 50 ans dans les autres régions du monde. À cet horizon, la jeunesse africaine représentera près de la moitié de la jeunesse mondiale.

D'ici 2050, l'Afrique représentera un quart de la main-d'œuvre mondiale et plus de 40 % d'ici 2100.

Par ailleurs, aucune région de la planète ne s'urbanise plus rapidement que l'Afrique. Il a fallu 110 ans à l'Europe pour faire passer son taux d'urbanisation de 15 à 40 % (1800-1910) contre 60 ans seulement pour le continent africain (1950-2010).

Le rapport souligne également que l'Afrique représente actuellement moins de 3 % du PIB mondial, mais enregistre des taux de croissance économique très élevés. D'après les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), le taux de croissance moyen des économies africaines



La production de minéraux tels que le lithium, le graphite et le cobalt devra augmenter de près de 500 % d'ici à 2050 pour répondre à la hausse attendue de la demande mondiale.

devrait dépasser le taux mondial au cours des cinq prochaines années et le continent deviendra à partir de 2025 la région du monde qui connaîtra la croissance la plus rapide, devant l'Asie.

En 2023, le taux de croissance de l'Afrique sera plus de six fois supérieur à celui de l'Europe et deux fois supérieur à celui de l'Amérique du Nord. De plus, dix pays africains figurent dans le « top 20 » des économies qui connaîtront la croissance la plus rapide cette année. La forte croissance économique du continent s'accompagne d'une augmentation de la taille des classes moyennes. Dans ce cadre, la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) constitue le plus grand marché potentiel au monde. La taille du marché commun africain dépasse celle des marchés uniques de l'Union européenne (UE), de l'USMCA (Accord États-Unis-Mexique-Canada) et du Mercosur (marché commun de l'Amérique du Sud) combinés.

Sur un autre plan, l'Afrique est appelée à jouer un rôle crucial dans la transition vers une économie décarbonée à l'échelle mondiale, puisqu'elle détient 30 % des réserves globales des minerais et regorge de minéraux que l'on dit critiques, car ils sont essentiels pour les énergies renouvelables et les technologies propres (batteries électriques, panneaux solaires, éoliennes, etc.).

Selon la Banque mondiale, la production de minéraux tels que le lithium, le graphite et le cobalt devra augmenter de près de 500 % d'ici à 2050 pour répondre à la hausse attendue de la demande mondiale. Cet objectif ne peut être atteint sans les ressources de l'Afrique. À l'heure où le changement climatique ignore les frontières et nécessite des solutions partagées, le rôle de l'Afrique dans la transition écologique ne se

limite pas à la production des minerais critiques. La forêt du bassin du Congo séquestre plus de CO₂ que celles d'Amazonie et d'Asie du Sud-Est réunies. Elle constitue à ce titre le puits de carbone tropical le plus important.

Une faible représentativité dans l'architecture multilatérale

L'Afrique a aussi le potentiel de nourrir la planète dans les décennies à venir, étant donné qu'elle abrite 65 % des terres arables non cultivées dans le monde. L'exploitation de ces terres pourrait permettre au continent de nourrir 9 m^{ds} de personnes dans le monde d'ici à 2050, soit bien plus que la population mondiale actuelle. Avec la suppression des obstacles au développement agricole et de nouveaux investissements, la valeur de la production agricole de l'Afrique pourrait passer de 280 m^{ds} de dollars par an actuellement à 1 000 m^{ds} de dollars d'ici à 2030.

Malgré cet énorme potentiel, la représentativité de l'Afrique dans l'architecture multilatérale actuelle demeure « très en deçà du minimum syndical ». Avec 54 pays, le continent représente 28 % du total des voix à l'assemblée générale de l'ONU, mais ne dispose pas d'un siège permanent au Conseil de sécurité.

L'Afrique est également la région du monde qui compte le plus grand nombre de membres au FMI (54 des 190 membres), mais elle ne dispose que de 6,5 % des droits de vote au sein de cette institution. Au niveau de la Banque mondiale, le continent ne détient que 11 % des droits de vote.

Sur ce point, le rapport insiste sur la nécessité de remédier au plus vite à la faible représentativité de l'Afrique dans les instances de gouvernance mondiale afin de refléter le poids réel du continent et de défendre le principe même du multilatéralisme, tout en notant qu'une Union africaine (UA) renforcée et la capacité à définir des positions africaines communes seront nécessaires pour développer une voix africaine forte, apte à défendre des priorités communes dans les multiples forums internationaux.

Source : Ecofin

HENRI-CLAUDE OYIMA, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU GABON DISCOURS PRONONCÉ À L'OCCASION DE LA RENCONTRE AVEC BRICE CLOTAIRE OLIGUI NGUEMA, PRÉSIDENT DU COMITÉ DE LA TRANSITION ET DE LA RESTAURATION DES INSTITUTIONS (CTRI)

Monsieur le Président,

Au nom de l'ensemble des entreprises du Gabon, il nous plaît de vous remercier pour le grand privilège que vous nous accordez à l'entame de votre magistère à la tête de notre pays. Tout comme il nous plaît de vous féliciter pour la reconnaissance que vous portez aux acteurs de production afin de définir ensemble des contours de la transformation économique et sociale de notre pays pour bâtir ensemble une économie plus forte, plus diversifiée, plus inclusive et résiliente.

D'une année à une autre, les entreprises gabonaises ont toujours su cultiver l'efficacité. Une efficacité capable de s'adapter aux changements, de relever les défis d'envergure et de résister à l'épreuve d'un environnement soumis à des vents de courants contraires et en prise aux évolutions économiques, réglementaires, technologiques, sociales et environnementales.

C'est pourquoi, appuyée d'une vision tournée résolument vers la performance des entreprises, la volonté de changement de paradigmes des entreprises gabonaises entend se poursuivre à un rythme soutenu pour maintenir une croissance positive, gage d'une prospérité sociale.

C'est le courage des opinions qui fait bouger les choses et rend tout changement possible.

Les entreprises gabonaises vertueuses sont déterminées, en tant qu'acteurs



●●● Le Président du Comité de la transition et de la restauration des institutions avec des acteurs économiques

majeurs, à prendre toute leur place dans la construction de l'économie gabonaise.

Dès lors, le patriotisme économique, voire la préférence nationale, devrait constituer la boussole qui nous permettra de guider objectivement nos actions et politiques générales. En sa qualité d'acteur majeur, la Fédération des entreprises du Gabon souhaite :

1. Le règlement de la dette intérieure garant de la restauration de la confiance de la signature de l'État par la mise en place d'un Club de Libreville déjà éprouvé ;
2. La restauration de la journée comptable au Trésor afin de rétablir l'équité dans la chaîne de paiement ;
3. Un climat des affaires meilleur et une législation favorable à la protection judiciaire des entreprises ;

4. Une approche inclusive par la sollicitation des banques gabonaises pour le financement de tous les projets ;

5. L'obligation de domicilier dans les banques gabonaises toutes les recettes des produits d'exportation ;

6. Le renforcement du tissu financier par la création d'une Banque gabonaise d'investissement (BGI) chargée de lever des fonds pour le financement des projets structurants ;

7. Un système fiscal stable et équitable adapté à la relance économique ;

8.8. Un système de prévoyance sociale, Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et Caisse nationale d'assurance maladie et de garantie sociale (CNAMGS) placé entièrement sous la gestion du secteur privé afin de garantir les droits des travailleurs et des retraités ;

9. La flexibilité du Code du travail susceptible de promouvoir l'emploi pour résorber le chômage devenu endémique ;

10. La construction d'infrastructures performantes permettant l'évacuation plus aisée des marchandises sur tout le territoire national ;

11. La part des entreprises gabonaises dans la commande publique ;

12. La promotion et la protection des champions nationaux dans tous les secteurs de production ;

13. La réservation des secteurs de souveraineté aux seuls nationaux.

Tout ceci ne serait possible qu'avec votre appui et votre soutien constant. Nous sommes disposés à vous rencontrer aussi souvent que possible pour faire le point sur l'état de mise en œuvre effective de ces actions nécessaires pour bâtir ensemble une économie forte qui garantit la souveraineté nationale.

La Fédération des entreprises du Gabon se félicite de votre disponibilité, de votre écoute, de votre confiance en nos stratégies entrepreneuriales et de votre conviction du bienfondé des échanges avec le monde de l'entreprise.

Monsieur le Président, nous vous remercions pour votre bien aimable attention ●

LE TAUX D'ENDETTEMENT DU GABON PASSERA DE 64,7 % DU PIB EN 2021 À 55,7 % EN 2023

C'est ce qui ressort de la révision des perspectives du Gabon par l'agence de notation Fitch Ratings publiée ce 4 août 2023. Cette révision met en exergue les points forts, les acquis et les points faibles de l'économie gabonaise.

Par la Rédaction

Le 4 août 2023, l'agence de notation financière américaine Fitch Ratings a révisé les perspectives de la notation de défaut des émetteurs en devises étrangères (IDR) du Gabon à long terme qui passent de stables à positives et confirme cet IDR à « B- ». Ce rapport met également en exergue les points faibles et les atouts de l'économie gabonaise.

Dans le chapitre des points à améliorer, l'agence de notation mentionne les faiblesses persistantes du Gabon en matière de gestion des finances publiques (GFP) et l'arrêt des réformes structurelles, y compris dans le programme du Fonds monétaire international (FMI), soulignant des doutes sur la capacité du pays à réduire les risques liés à la gestion des finances publiques.

Quant à la note « B- » attribuée au pays, elle tient compte du PIB par habitant et du ratio dette publique/PIB. Sur ce point, Fitch estime que la dette

publique restera sur une tendance baissière soutenue par la hausse des cours du pétrole et une meilleure mobilisation des revenus non pétroliers. Dans l'ensemble, l'agence prévoit qu'elle passera de 64,7% du PIB en 2021 à 55,7% en 2023. Dans ses analyses, l'agence estime qu'elle continuera de baisser pour atteindre 53,3% en 2025.

Hausse des recettes pétrolières et non pétrolières

L'agence de notation table également sur une hausse des recettes pétrolières. Représentant en moyenne 36,2% des recettes totales entre 2018 et 2022, ces recettes devraient atteindre 38,0% en 2023 avant de redescendre à 29,9% en 2024 et 2025.

Par ailleurs, la collecte des recettes non pétrolières sera soutenue par la poursuite de la numérisation et des mesures administratives, malgré la lenteur dans la réduction des exonérations fiscales (estimées à 2,6% du PIB en 2022). En outre,

les incertitudes liées à l'environnement international défavorable, la volatilité des prix des matières premières et le ralentissement de l'activité non pétrolière constituent des risques pouvant entraîner la baisse de la collecte de recettes non pétrolières.

Sur le segment des excédents budgétaires, il est prévu qu'ils passeront d'environ 2,2% du PIB en 2022 à 0,8% en 2023. Dans cette mouvance, ils continueront de se réduire en 2024 et 2025, à 0,4% et 0,1% du PIB, selon Fitch.

Les subventions aux carburants

Estimées à 150m^{ds} de FCFA en 2022, les subventions aux carburants sont projetées à 45 m^{ds} de F CFA dans la loi de finances 2023. L'agence prévoit également la hausse des besoins de financement budgétaires qui pourraient s'élever en moyenne à 7,2% du PIB en 2024 et 2025. Cependant, cette hausse sera couverte par le finance-



ment du FMI, dans le cadre de l'appui du secteur public au crédit et au financement intérieur. « À cet effet, le Gouvernement devrait peut-être réduire les dépenses si les sources de financement externes ne se matérialisent pas ou si les revenus sont moins performants », préconise l'agence de notation.

Légère baisse de la croissance

Sur le plan des perspectives de croissance, Fitch prévoit que la croissance du PIB réel du Gabon ralentira de 3,0% en 2022 à 2,6% en 2023. Pour son principal pilier économique qu'est le pétrole, le pays sera contraint de respecter partiellement son quota de production conformément à l'OPEP+, compte tenu de ses engagements budgétaires.

Malgré tout, « nous prévoyons que la production de pétrole augmentera en 2023 et 2024 en raison de la mise en service de nouveaux puits, de prix élevés du pétrole et de nouveaux investissements. Cependant, la production commencera à baisser d'ici 2025, car la production de pétrole diminue structurellement en raison du vieillissement des gisements. Nous prévoyons une croissance moyenne de 2,8% en 2024-2025, soutenue par des industries axées sur l'exportation et des projets d'infrastructures », souligne l'agence de notation américaine ●

Source : Fitch Ratings

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : SON HISTOIRE ET SES ENJEUX

Du jour au lendemain, l'intelligence artificielle a commencé à dominer la conscience publique grâce au lancement de ChatGPT en novembre dernier. En l'espace de deux mois seulement, le bot comptait 100 millions d'utilisateurs, ce qui en fait l'une des applications grand public à la croissance la plus rapide.

Par la Rédaction

Aujourd'hui, il est confronté à une multitude de concurrents, qu'il s'agisse de startups ou d'opérateurs historiques, qui cherchent tous à profiter de l'engouement pour l'IA. Une vague d'investissements dans la technologie a suivi, les sociétés de capital-risque injectant des milliards dans des entreprises telles qu'Inflection AI et Anthropic. Microsoft aurait investi 10 mds de dollars (8,9 mds d'euros) dans OpenAI, le fabricant de ChatGPT. Mais son adoption généralisée a également soulevé des questions éthiques pour la société : un ordinateur peut-il surpasser l'intelligence humaine ? Sera-t-il partial ? Éliminera-t-il nos emplois ?

Qu'est-ce que l'IA ?

Nous vivons un moment tout aussi crucial pour le progrès technologique que les inventions de l'ordinateur personnel et de l'internet, selon un entretien exclusif de Forbes avec Bill Gates qui travaille avec OpenAI, le créateur de ChatGPT. En bref, l'intelligence artificielle désigne un sous-ensemble d'algorithmes capables de dégager des modèles à partir de grandes quantités de données, ce qui leur permet d'effectuer des tâches qui étaient auparavant du ressort de l'homme. L'intérêt pour l'IA a explosé grâce à ce que l'on appelle l'IA générative – des algorithmes comme ChatGPT qui peuvent créer un contenu original, qu'il s'agisse d'écrits, d'images, de vidéos ou de sons.

Les chercheurs expérimentent les chatbots depuis des décennies. En 1966, Joseph Weizenbaum, informaticien au MIT, a mis au point « Eliza », nommé d'après Eliza Doolittle dans *My Fair Lady*, qui simulait une conversation entre un patient et un thérapeute. Ce projet a inspiré d'autres chatbots, comme l'insaisissable « Red Father » des laboratoires Bell d'AT&T dans les années 1970, qu'Amy Feldman, collaboratrice de Forbes, s'est efforcée de retrouver.

Mais la plupart de ces innovations se sont déroulées derrière les murs des laboratoires et de la Silicon Valley, et étaient beaucoup plus rudimentaires. Aujourd'hui, avec des chatbots publics comme ChatGPT, une technologie puissante est au bout des doigts de millions d'utilisateurs.

Sam Altman, PDG d'OpenAI, pense que l'intelligence artificielle pourrait un jour « briser le capitalisme ». Mais pour l'instant, le capitalisme est amateur de l'IA. En 2023, le Nasdaq Composite a connu le meilleur premier semestre de son histoire, alimenté en partie par la frénésie de l'IA.

Une économie en mutation

Imaginez qu'un ordinateur puisse faire une présentation PowerPoint ou produire du contenu pour un site web. Cela pourrait faciliter grandement notre travail – ou le rendre inutile.

« L'IA est la « grande bombe déflationniste » qui va frapper la main-d'œuvre en col blanc », écrit Rich Karlgaard pour Forbes Asia. Selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 27 % des emplois dans les pays les plus riches du monde risquent d'être remplacés par l'intelligence artificielle. Les secteurs de la banque et de la finance, des médias, du marketing et des services juridiques seront parmi les plus touchés.

Mais l'angoisse suscitée par l'IA peut faire oublier les immenses avantages qu'elle apporte à notre façon de travailler. Les outils de productivité de l'IA, comme l'application de narration Tome, par exemple, peuvent produire un jeu de diapositives en moins d'une minute. Startup Writer, qui figure sur notre liste 2023 AI 50, crée des courriels, des résumés et d'autres contenus à l'aide d'un modèle linguistique qui, selon l'entreprise, ne créera rien d'incorrect sur le plan factuel, l'un des risques bien documentés de l'IA, dont nous parlerons plus loin.

Dans de nombreux secteurs, l'intelligence artificielle permet de gagner du temps sur la partie administrative :



Une enquête réalisée en février a révélé que 51 % des enseignants de la maternelle à la terminale avaient utilisé ChatGPT.



nous avons parlé à un médecin qui utilise ChatGPT pour rédiger rapidement des lettres d'appel aux assureurs (ironiquement, il doit ensuite les faxer à leur destinataire). Une enquête réalisée en février a révélé que 51 % des enseignants de la maternelle à la terminale avaient utilisé ChatGPT pour accomplir des tâches telles que la rédaction de commentaires sur les bulletins de notes ou de courriels aux parents. L'IA pourrait même contribuer à remédier à la pénurie de main-d'œuvre agricole grâce à des inventions telles que les drones volants autonomes et les ruches robotisées. Dans le commerce de détail, l'IA modélise les vêtements et rédige des descriptions de produits pour les entreprises.

Acteurs à surveiller

Le succès d'une plateforme comme ChatGPT, créée par une petite entreprise de San Francisco, a déclenché une course aux armements entre les plus grands noms de la technologie.

Google, bien que pionnier de la technologie qui l'alimente, met tout en œuvre pour ne pas se laisser distancer par la concurrence. Le géant de la recherche a apparemment précipité la sortie de son chatbot rival Bard, et la confiance dans le PDG Sundar Pichai a été ébranlée. Entre-temps, Microsoft a intégré l'IA dans Bing, et Bing a été incorporé dans ChatGPT, ce qui permet au chatbot de fournir des informations en temps réel aux utilisateurs.

Des acteurs moins connus entrent également dans le jeu et génèrent des investissements de la part de poids lourds de la technologie. Moins de deux mois après avoir lancé son chatbot Pi,

plus conversationnel, Inflection AI a annoncé l'une des levées de fonds les plus importantes dans le domaine de l'IA, à hauteur de 1,3 mds de dollars (1,16 mds d'euros), dirigée par Microsoft, Nvidia et les milliardaires Reid Hoffman, Bill Gates et Eric Schmidt, et valorisant la startup à 4 mds de dollars (3,58 mds d'euros). La semaine dernière, des sources ont déclaré à Forbes que la dernière levée de fonds de Hugging Face devrait également valoriser l'entreprise à 4 mds de dollars.

Cette frénésie financière est le signe d'une tendance plus large : l'émergence d'un secteur de l'infrastructure de l'IA. Scale, acteur de la première heure, s'est fait connaître en fournissant à d'autres entreprises d'IA des humains pour « étiqueter » les données d'entraînement, principalement pour les véhicules autonomes, afin que les modèles d'IA puissent faire la différence entre un sac en papier et un piéton. « Nous sommes le moteur de l'IA générative dans sa ruée vers l'or », a déclaré Alexandr Wang, cofondateur de l'entreprise.

Risques pour la société

En mars, Elon Musk, Steve Wozniak et des centaines d'autres technologues, entrepreneurs et chercheurs de renom ont appelé à une « pause » dans le développement de puissants systèmes d'IA afin de permettre à l'humanité de prendre la mesure du risque, bien que la lettre ouverte du Future of Life Institute ait été largement critiquée. En mai, une autre déclaration signée par M. Altman, PDG d'OpenAI, ainsi que par Demis Hassabis et Dario Amodei, directeurs généraux de Google DeepMind et d'Anthropic, disait simplement ceci : « L'atténuation du risque

d'extinction par l'IA devrait être une priorité mondiale au même titre que d'autres risques à l'échelle de la société tels que les pandémies et les guerres nucléaires ».

L'IA contribue, délibérément ou non, à la diffusion de fausses informations : l'un des exemples les plus documentés de la menace de l'IA est sa capacité à « halluciner » ou à créer de faux contenus. Eric Schmidt, ancien PDG d'Alphabet, la société mère de Google, a récemment averti que la prolifération de fausses informations générées par l'IA sur les médias sociaux ferait de l'élection américaine 2024 « un gâchis ».

Sur le plan de la propriété intellectuelle, Getty Images poursuit Stability AI, l'entreprise à l'origine du générateur de texte à partir d'images Stable Diffusion, l'accusant de violer la loi sur le droit d'auteur pour former sa technologie, une préoccupation plus large de la part de certains acteurs des industries créatives.

Qu'en est-il de la réglementation ?

Le sprint de l'IA se poursuit à toute vitesse et les gouvernements commencent à se pencher sur la réglementation. M. Altman a exhorté le Congrès des États-Unis à réglementer le secteur lors d'une audition organisée en mai sur les conséquences négatives de la technologie. Il a suggéré la création d'une agence fédérale chargée de délivrer des licences pour les technologies d'IA, licences qui pourraient être révoquées si une entreprise ne respectait pas les normes de sécurité. Le même mois, il a averti que les réglementations proposées par l'UE étaient trop strictes pour permettre à ChatGPT d'opérer en Europe.

La Commission fédérale du commerce est intervenue sur la question des risques de l'IA pour les consommateurs. Le Washington Post a rapporté la semaine dernière qu'elle enquêtait pour savoir si OpenAI « s'était livrée à des pratiques déloyales et trompeuses en matière de protection de la vie privée ou de sécurité des données ».

L'une des questions les plus débattues est de savoir si et quand nous atteindrons l'intelligence artificielle générale (IAG) qui, bien que sa définition ne fasse pas l'unanimité, est souvent considérée comme le moment où les ordinateurs possèdent des capacités cognitives humaines.

Interview d'un expert

Malgré le battage médiatique, la transition vers l'IA sera lente, selon un expert. Dans 20 ans, l'intelligence artificielle pourrait dépasser celle des humains. C'est du moins ce qu'estiment les experts depuis plus de 50 ans, selon Thomas Malone, professeur à la Sloan School of Management du MIT et directeur fondateur du Center for Collective Intelligence de l'université

Maintenant que le public voit ce que l'IA peut faire à travers les chatbots, certains ont accéléré ces prédictions. Mais M. Malone reste sceptique : « Il y aura une période d'engouement et d'attentes démesurées, et il est certain que de nouvelles choses intéressantes verront le jour, mais pas autant et pas aussi vite que beaucoup de gens le pensent », explique-t-il à Forbes. « Et même si l'on dispose d'une avancée technologique, il faut des décennies pour qu'elle fasse son chemin dans l'économie et la société. » De plus, le terme « ordinateur intelligent » n'a cessé d'évoluer. La défaite de l'ordinateur Deep Blue face au grand maître des échecs Garry Kasparov en 1997 a été considérée comme un moment décisif pour l'IA, mais aujourd'hui, cet exploit serait beaucoup moins impressionnant.

Néanmoins, ChatGPT a franchi une barrière dans le domaine de l'IA : il fournit une sorte d'intelligence généralisée, alors que l'IA précédente était spécialisée dans l'exécution de tâches spécifiques. Elle fonctionne en analysant des données et en ajustant des milliards de paramètres pour prédire le mot suivant le plus probable, explique M. Malone.

L'histoire de l'humanité est un cycle d'innovations qui perturbent et remplacent des emplois, mais en créent également de nouveaux. L'IA n'est pas différente, selon M. Malone. La presse à imprimer a peut-être rendu inutile le scribe qui recopiait des pages, mais elle a donné naissance à l'industrie des médias de masse.



Vous ne serez pas remplacé par l'IA, vous serez remplacé par quelqu'un qui utilise l'IA.

« Je pense que si nous nous inquiétons si facilement des pertes d'emplois, c'est parce qu'il est très facile d'imaginer les emplois qui pourraient être perdus, mais beaucoup moins d'imaginer les emplois qui

pourraient être créés. » Selon M. Malone, les compétences interpersonnelles deviendront de plus en plus précieuses sur le lieu de travail. L'IA a le potentiel de détenir de vastes quantités de connaissances pour diagnostiquer des maladies et prescrire des traitements, par exemple, mais elle ne pourra pas remplacer complètement un médecin.

Pourquoi est-ce important ?

Tout comme l'internet et les innovations qui l'ont précédée, l'IA a le potentiel de repousser les limites du possible. « Voilà mon scénario optimiste : nous utiliserons ces nouvelles tech-

nologies avec sagesse pour la plupart, et nous les utiliserons de sorte que les ordinateurs ne remplacent pas les personnes, mais que les personnes et les ordinateurs travaillent ensemble et fassent des choses qui n'ont jamais pu être faites auparavant », déclare M. Malone. « Et si nous sommes sages, nous ferons des choses qui amélioreront notre vie en tant qu'êtres humains. »

Stratégie et réussite

Nous avons évoqué l'histoire de l'intelligence artificielle, la manière dont les industries pourraient être bouleversées, les grands acteurs et les risques. Maintenant, rappro-

chons-nous du sujet : quelles sont les conséquences immédiates de la technologie de l'IA sur nos vies aujourd'hui ?

En ce qui concerne le travail et les moyens de subsistance, restez attentif à la manière dont votre rôle pourrait être amélioré par l'IA et cherchez à suivre une formation continue. Ou, si vous êtes un adepte de la première heure, envisagez de rechercher ces domaines et ces industries pour exprimer vos talents et vous différencier. Vous ne serez pas remplacé par l'IA, vous serez remplacé par quelqu'un qui utilise l'IA ●

Article traduit de Forbes US - Auteure : Danielle Chemtob

AGL
AFRICA GLOBAL LOGISTICS

Au cœur des transformations de l'Afrique

aglgroup.com

in f @

L'AFRIQUE DE L'EST ENREGISTRERA LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE LA PLUS ÉLEVÉE DU CONTINENT EN 2023 ET 2024

Les *Perspectives économiques de l'Afrique de l'Est 2023* ont été publiées le 27 juillet par la Banque africaine de développement. Ce rapport prévoit une accélération de la croissance économique à moyen terme dans la région, qui devrait atteindre 5,1 % en 2023 et 5,8 % en 2024, dépassant ainsi toutes les autres régions africaines. Cette croissance sera tirée principalement par la croissance du Rwanda, de l'Ouganda, de l'Éthiopie, du Kenya, de Djibouti et de la Tanzanie. Toujours selon le rapport, le PIB réel de l'Afrique de l'Est a été propulsé à la hausse par le secteur des services qui a contribué à près de la moitié de la croissance économique en 2022. Ce secteur a contribué à hauteur de 2,0 points de pourcentage à la croissance du PIB, soit moins que les 2,5 points de pourcentage en moyenne sur la période 2015-2021. Les attractions naturelles et culturelles de la région attirent des touristes du monde entier, ce qui crée une demande pour des services tels que l'hébergement, la restauration et les divertissements.

Par la Rédaction



Toutefois, la région de l'Afrique de l'Est est confrontée à plusieurs risques extérieurs et intérieurs susceptibles d'affecter les perspectives économiques positives. Il s'agit notamment d'un ralentissement économique mondial, de la hausse des prix des matières premières, de la poursuite de la guerre menée par la Russie en Ukraine, des politiques commerciales internationales, du resserrement des conditions financières mondiales, de la dépréciation des taux de change et de la résurgence de l'épidémie de covid-19.

«Les risques intérieurs comprennent les lacunes en matière d'infrastructures, les conflits internes et l'instabilité politique, les déséquilibres macroéconomiques et les effets néfastes des changements climatiques», indique le rapport. Ce rapport annuel phare sur l'économie africaine de la Banque africaine de développement présente une évaluation des performances macroéconomiques récentes

de la région. Le rapport examine également les projections à moyen terme et les risques qui pèsent sur les perspectives de croissance de la région, fournissant une analyse approfondie des questions d'actualité auxquelles la région est confrontée.

Le thème du rapport 2023 est : «Mobiliser le financement du secteur privé pour le climat et la croissance verte». Il examine les impératifs d'une transition verte pour l'Afrique et le rôle du financement du secteur privé. Il défend en outre l'idée que le capital naturel est une source essentielle de financement pour une croissance respectueuse du climat en Afrique de l'Est.

Bien qu'ils contribuent pour moins de 4 % aux émissions mondiales totales de carbone, les pays africains sont confrontés à d'importants défis en matière de financement climatique pour répondre aux mesures d'atténuation et d'adaptation nécessaires pour lutter contre les effets des changements climatiques.



En 2020, l'Afrique de l'Est n'a pu couvrir que 11 % de ses besoins annuels de financement climatique, estimés à 67,2 mds de dollars.

Le rapport souligne quatre défis communs auxquels sont confrontées les économies de la région, qui motivent la mise en place d'un programme de croissance verte fort et inclusif. Il s'agit notamment de la dépendance à l'égard de l'agriculture pour les moyens de subsistance, de la dépendance à l'égard des ressources naturelles, de la pénurie en énergie et en eau. Le rapport exhorte les pays d'Afrique de l'Est à adap-

ter les trajectoires de croissance verte en exploitant des secteurs clés tels que les énergies renouvelables, l'agriculture et les infrastructures durables ainsi que la sylviculture.

«En 2020, l'Afrique de l'Est n'a pu couvrir que 11 % de ses besoins annuels de financement climatique, estimés à 67,2 mds de dollars, ce qui met en évidence l'importance du défi que représente le déficit de financement pour le climat et la croissance verte dans la région», a déclaré Nnenna Nwabufu, directrice générale de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Est lors de l'événement de lancement en ligne, ajoutant : «Il est évident qu'au moins 50 % du financement climatique devra provenir du secteur privé».

Mme Nwabufu a précisé que la stimulation du financement du secteur privé pour le climat et la croissance verte en Afrique de l'Est nécessitera également une combinaison d'interventions politiques bien structurées. «À court et moyen terme, il est nécessaire d'amplifier la participation du secteur privé aux initiatives de lutte contre les changements climatiques par le dialogue, afin de stimuler la mobilisation des ressources, entre autres interventions», a-t-elle indiqué.

L'économiste en chef et vice-président de la Banque Kevin Chika Urama a appelé à la mise en place de réglementations, d'incitations et de soutiens à la préparation de projets appropriés ainsi qu'au développement de marchés de capitaux solides qui pourraient faciliter l'entrée et la sortie d'investisseurs nationaux et internationaux. «Il faudra recourir davantage au financement mixte, déployer des mécanismes de réduction des risques à grande échelle et développer des plateformes permettant au secteur privé d'investir dans un portefeuille de projets verts plutôt que dans des projets individuels afin de diversifier et de gérer les risques», a déclaré M. Urama.

Le secrétaire d'État kényan au Trésor national et à la planification économique Njuguna Ndung'u, qui a prononcé l'allocution principale lors du lancement du rapport, a appelé les gouvernements régionaux à travailler avec les partenaires au développement et à respecter leurs engagements afin d'accélérer le rythme de la transformation dans une région criblée de dettes. «Le fardeau croissant de la dette freine le potentiel de croissance de nos pays, augmentant ainsi les taux de pauvreté et les inégalités», a-t-il déclaré.

Marcellin Ndong Ntah, économiste en chef du Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, a noté qu'à moyen terme ; la région continuera d'afficher les taux d'inflation les plus élevés d'Afrique en raison de la situa-



La région est bien placée pour poursuivre ses ambitions en matière de climat et de croissance verte.

tion de la dette, des chocs mondiaux et des conflits internes, ajoutant néanmoins que la pression inflationniste s'atténue lentement. «Les vulnérabilités liées à la dette resteront également élevées en Afrique de l'Est, la dépréciation du taux de change et les déficits primaires élevés exacerbant les risques pour la viabilité», a-t-il déclaré, citant le Burundi, les Comores, Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya et le Soudan du Sud comme pays présentant un risque élevé d'endettement.

Edward Sennoga, un autre économiste en chef du Bureau régional de l'Afrique de l'Est, a déclaré que la région est dotée d'un capital naturel qui n'a pas encore été exploité. «La région est bien placée pour poursuivre ses ambitions en matière de climat et de croissance verte, compte tenu de la taille de son marché, de la jeunesse de sa population qui pourrait doubler d'ici 2050, de son potentiel en matière de technologies vertes et de ses importantes ressources naturelles».

La région peut tirer parti de nombreux atouts. Elle offre d'importantes opportunités dans les secteurs de la croissance verte, notamment l'agriculture, l'énergie, les TIC, les transports et l'économie bleue. Selon M. Sennoga, «ce sont des opportunités d'investissement qui peuvent contribuer à combler les déficits de financement pour le climat et la croissance verte». Parmi les autres intervenants ayant participé à la présentation du rapport figurait le ministre éthiopien de la Planification et du Développement, Sandokan Debebe, qui a également réitéré l'importance de placer le secteur privé à l'avant-garde du financement de la lutte contre les changements climatiques conformément aux recommandations politiques des *Perspectives économiques de l'Afrique de l'Est 2023*.

Rose Ngugi, directrice exécutive de l'Institut kényan pour la recherche et l'analyse des politiques publiques, et Mary Ngelela Maganga, secrétaire permanente du Bureau du vice-président du gouvernement tanzanien, ont également participé au lancement •

Source : Banque Africaine de Développement

SOMMET DES BRICS : UN NOUVEAU BLOC EST-IL EN TRAIN D'ÉMERGER POUR RIVALISER AVEC LE LEADERSHIP AMÉRICAIN ?

Réunis à Johannesburg, les Brics ont acté l'intégration de 6 nouveaux pays. Ensemble, ces 11 pays pèsent près de 30 % du PIB mondial. En 1990, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, considérés alors comme un groupement de pays en voie de développement, n'en représentaient que 5 % avant de former en 2011 une alliance destinée à peser sur l'échiquier mondial. Aujourd'hui, ils représentent 26 % du PIB mondial, dont 18 % pour la Chine. Cette montée en puissance se poursuit.

Le président chinois a qualifié « d'historique » l'expansion annoncée du club des économies émergentes des Brics, qui regroupe 5 pays. Leur croissance « renforcera la force de la paix et du développement dans le monde », a-t-il déclaré. En effet, 6 nouveaux pays – Argentine, Égypte, Iran, Éthiopie, Arabie saoudite et Émirats arabes unis – devraient les rejoindre bientôt.

Les critères qui ont présidé au choix des entrants n'ont pas été divulgués. « L'adhésion prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2024 », a déclaré le président sud-africain Matamela Cyril Ramaphosa lors d'une conférence de presse conjointe des dirigeants des 5 nations originelles, se félicitant que « les Brics entament un nouveau chapitre ».

Ce groupe s'affirme comme un contrepoids aux institutions dominées par l'Occident, ouvrant la voie à une expansion potentielle. Selon Steve Tsang, directeur du Soas China Institute de Londres, bien que ses membres n'aient pas grand-chose en commun à première vue, le président Xi a tenté de montrer à ses homologues qu'ils souhaitaient tous un avenir similaire : aucun d'entre eux ne veut vivre dans un monde dominé par l'Occident. « Ce que les Chinois proposent, c'est un ordre mondial alternatif dans lequel les autocrates peuvent se sentir en sécurité dans leur propre pays. Ils peuvent trouver une autre direction de développement sans avoir à accepter les conditions imposées par les puissances démocratiques américaines et européennes. »

Construire un partenariat

Bien qu'absents de cette réunion, les États-Unis ont été évoqués à plusieurs reprises. Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison-Blanche, Jake Sullivan, a tenté de minimiser les projets d'expansion du bloc, déclarant qu'en raison



À 11, les Brics représenteront 29 % du PIB mondial, 3 points de plus seulement qu'à 5. Les nouveaux venus ne sont pas des mastodontes de l'économie mondiale.



De g. à d., Luiz Inácio Lula da Silva (président brésilien), Xi Jinping (président chinois), Cyril Ramaphosa (président de l'Afrique du Sud), Narendra Modi (Premier ministre indien) et Sergey Lavrov (ministre russe des Affaires étrangères).

des divergences sur des questions essentielles, il ne voyait pas les Brics « se transformer en une sorte de rival géopolitique des États-Unis ou de qui que ce soit d'autre ». Il a peut-être raison. Parmi les six nouveaux membres, aucun n'est considéré comme un État anti-américain, selon Sarang Shidore, directeur du programme Global South à l'Institut Quincy de Washington. « Je pense que le message est qu'il s'agit d'un ensemble diversifié de pays, aucun d'entre eux n'est un proche allié des États-Unis, un allié officiel, deux ou trois d'entre eux sont des adversaires des États-Unis. Mais plus généralement, il ne s'agit pas d'un groupe d'États anti-américains », a-t-il déclaré à la BBC.

Les États-Unis ne peuvent pas fixer toutes les normes

Néanmoins, l'expansion des Brics représente un changement. « Il ne s'agit plus d'un monde où les États-Unis peuvent fixer toutes les normes ou diriger toutes les institutions. Cela ne fait aucun doute. Mais un remplacement ? Non, je dirais qu'il s'agit davantage d'une complémentarité que d'un remplacement qui se profile », a ajouté M. Shidore.

Selon Laurence Daziano, enseignante à Sciences Po interrogée par BFM Business, « l'objectif des Brics est clairement de créer un groupe puissant sur la scène mondiale pour compenser des organismes internationaux comme l'ONU, le G7, voire le G20. C'est la Chine qui pousse à élargir avec une stratégie plus politique qu'économique. Le but est de faire un contrepoids à l'ordre mondial ».

Des entrants avec des atouts économiques variés

À 11, les Brics représenteront 29 % du PIB mondial, 3 points de plus seulement qu'à 5. Les nouveaux venus ne sont pas des mastodontes de l'économie mondiale. À l'exception de l'Afrique du Sud, aucun des membres originels des Brics n'est bousculé par les nouveaux entrants. Le mieux classé, l'Arabie saoudite, se place 5^e sur 11, mais avec un PIB quasiment 2 fois inférieur à celui du 4^e, le Brésil.

Avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Iran, les Brics intègrent surtout 3 pays aux ressources pétrolières et gazières très convoitées. En jetant un œil au PIB par habitant, on s'aperçoit aussi que les Brics s'ouvrent à de nouveaux profils. Avec plus de 40 000 dollars par habitant, les Émirats arabes unis possèdent une richesse par tête qui manquait au groupe. Sur les 11 « Brics+ », les 3 premiers en termes de PIB par habitant sont de nouveaux arrivants.

On peut en revanche s'interroger sur la pertinence d'intégrer l'Éthiopie. Ce grand pays de la corne de l'Afrique a été l'une des économies les plus dynamiques du monde durant la décennie 2010. Mais sa croissance a été enrayerée par la pandémie de covid-19, les calamités climatiques, le conflit dans la région du Tigré et la guerre en Ukraine. Selon l'indice de développement humain du PNUD, le pays reste parmi les moins développés du monde.



Les Brics sont loin de pouvoir créer une monnaie commune ou d'adopter le yuan. Quant à lancer une cryptomonnaie commune, ce serait une annonce symbolique.

Une population plus dynamique à 11 qu'à 5

Mais il a d'autres atouts : 2^e pays le plus peuplé d'Afrique avec 123 millions d'habitants, il voit sa population augmenter à un rythme annuel supérieur à 2 %, contrairement aux Brics fondateurs dont les démographies sont de moins en moins dynamiques. Une tendance que les 6 nouveaux membres vont permettre d'inverser.

Ensemble, ces 11 pays représentent 46 % de la population mondiale, soit un marché et des débouchés uniques au monde. À condition de surmonter leurs stratégies individuelles, car contrairement à d'autres alliances comme l'UE ou le Mercosur, il n'y a pas d'accord de libre-échange ou de réduction des barrières douanières entre les pays membres des Brics.

Réduire la puissance occidentale

L'intérêt économique de cet élargissement est donc limité. Mais en termes politiques, la donne pourrait changer. Ce nouveau « club » vise d'abord à offrir une vision alternative mondiale sur le plan politique et sociétal. Pour Laurence Daziano, si le choix avait été purement économique, l'Argentine, l'Iran, l'Éthiopie ou même l'Égypte n'aurait pas été retenus. En difficulté financière, fortement endettés ou sous le coup de sanctions internationales, ces pays offrent aux Brics une implantation régionale dans des régions stratégiques comme le Maghreb pour l'Égypte ou auprès des pays hispanophones pour l'Argentine. En pleine reconstruction, l'Éthiopie a de lourds besoins financiers qui créent une forte dépendance à la Chine, son principal créancier. « À terme, les Brics pourraient devenir un forum politique pour porter une autre vision du monde et offrir une alternative aux valeurs américaines ou européennes ».

Une volonté de dédollarisation ?

Cet objectif irait-il jusqu'à tenter de détrôner le dollar dans les échanges internationaux ? 60 % des échanges mondiaux se font en dollars. « Les Brics sont loin de pouvoir créer une monnaie commune ou d'adopter le yuan. Quant à lancer une cryptomonnaie commune, ce serait une annonce symbolique, pas plus », estime Laurence Daziano. L'élargissement a néanmoins fait réagir Washington qui affirme ne pas voir dans les Brics de futurs « rivaux géopolitiques » et dit sa volonté de maintenir de « solides relations » avec le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud. Mais ces 3 pays pourraient se trouver en infériorité. Le président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, affirme que le bloc continuera à gagner du terrain pour devenir « la force motrice d'un nouvel ordre international ». Une quarantaine de pays ont d'ailleurs demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt pour rejoindre ce club créé à 5 qui passera à 11 en janvier 2024 •

Source BFM

LA SETRAG EN CAMPAGNE DE SENSIBILISATION AUX ABORDS DE LA VOIE FERRÉE

Cette campagne de prévention contre des accidents le long de la voie ferrée est destinée aux communautés riveraines du chemin de fer et aux élèves des établissements scolaires.

Depuis le 10 août 2023, la Société d'exploitation du Transgabonais (Setrag) a lancé sa campagne annuelle de sensibilisation contre les risques ferroviaires par la distribution de kits aux agents sensibilisateurs et chefs de quartiers en présence du représentant du secrétaire exécutif de l'autorité de régulation de transport ferroviaire, de la directrice du développement durable, du directeur de la sécurité ferroviaire, Ludovic Megne Ndong, et des agents sensibilisateurs.

Cette campagne a été lancée officiellement par le secrétaire général de la Setrag, Jérôme Cantiant, en lieu et place du directeur général Christian Magni. À cette occasion, il a annoncé que cet exercice pédagogique de sécurité ferroviaire s'étendra sur un rayon de 27 km.

Les agents sensibilisateurs sillonneront les zones d'Owendo à Nkok 1. Leur mission sera d'échanger avec les populations riveraines de la voie ferrée ainsi qu'avec les chefs d'établissements scolaires et les élèves au cours de la prochaine rentrée de classe.

Rappelons qu'en réalité, cette campagne a débuté le 8 août 2023 avec la formation des

agents sensibilisateurs. À en croire la direction générale de la Setrag, cette campagne de sécurité ferroviaire est un moyen important de sensibiliser les communautés à la sécurité ferroviaire, de prévenir les accidents de personnes et d'automobiles, et de signaler les comportements prohibés lors des heurts d'animaux.

Une campagne qui devrait durer trois mois, au cours desquels les agents sensibilisateurs visiteront les passages à niveau et les pistes clandestines, et mettront un accent particulier sur les intrusions dans le domaine ferroviaire ●



Les
Echos
echosdeleco.com de l'Eco

Votre Mensuel

CE N'EST PAS QU'UN JOURNAL

AUTRES ACTIVITÉS



ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS

Prise en charge de la conception, des préparatifs et de l'organisation matérielle et logistique (forums, séminaires, inaugurations...) dans le cadre de prestations de service à l'attention des particuliers et/ou des professionnels.

RÉALISATION AUDIOVISUELLE

La production audiovisuelle, la conception, la réalisation, le tournage d'un clip vidéo, d'une publicité, d'un reportage, d'un webinaire... avec les moyens techniques appropriés : caméras, drones...



RÉALISATION ET ANIMATION DE WEBINAIRE

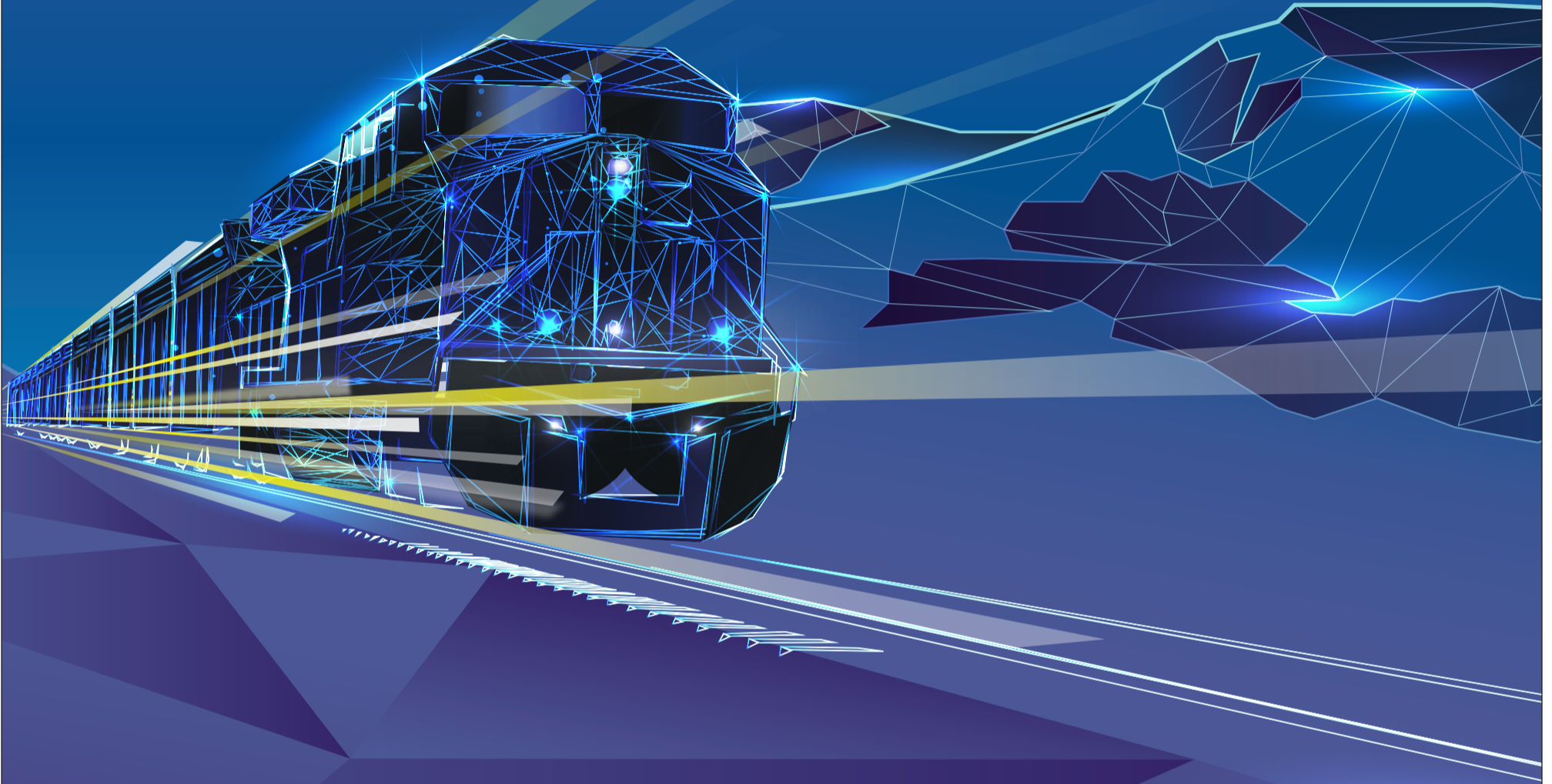
Ces réunions collectives directes via internet facilitent le travail collaboratif entre différents interlocuteurs. Ce moyen interactif est aujourd'hui un processus d'organisation de réunion qui permet un gain de temps et qui limite les coûts de déplacements.



CRÉATION GRAPHIQUE ET IMPRESSION NUMÉRIQUE

Conception et impression des supports de communication : plaquette, flyers, affiches, carte de visite, bloc note, magazine, brochure

Un chemin de fer de classe mondiale, pour soutenir le développement économique national.



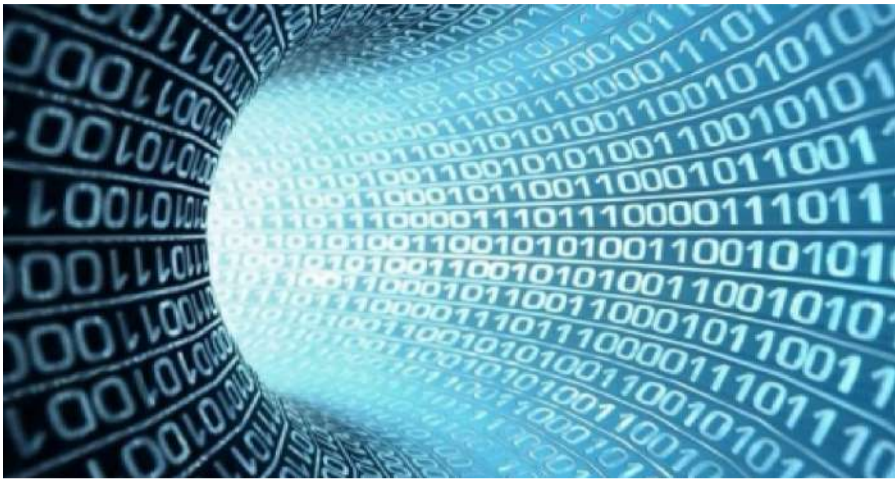
Les gares du Transgabonais

Owendo Virié - Essassa - N'Toum - Andem
M'Bel - Oyan - Abanga - N'Djole - Alembe
Otoumbi - Bissouma - Ayem - Lope
Offoue - Booue - Ivindo - Mouyabi - Milole
Lastourville - Doume - Lifouta
Mbougou-Mbadouma - Moanda - Franceville



setrag.eramet.com



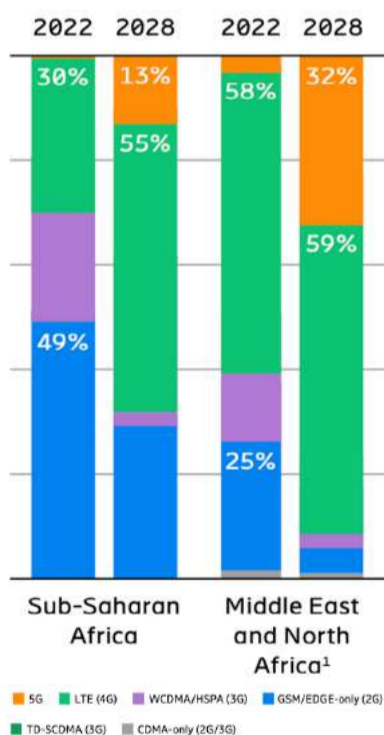


L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE ENREGISTRERA LA PLUS FORTE CROISSANCE DU TRAFIC DE DONNÉES MOBILES AU MONDE D'ICI 2028

Un rapport du géant suédois d'équipements de télécommunications Ericsson souligne que la forte hausse du trafic de données mobiles prévue en Afrique subsaharienne durant les prochaines années sera tirée principalement par l'augmentation de l'adoption des smartphones et par les investissements massifs dans le déploiement des réseaux 4G et 5G dans la région.

L'accélération de la migration des abonnés aux réseaux de téléphonie mobile de deuxième et troisième générations (2G et 3G) vers des réseaux plus récents stimulera le trafic des données mobiles en Afrique subsaharienne, souligne le rapport publié en juin dernier par la société suédoise Ericsson.

Croissance du trafic de données en Afrique et MO par technologies, de 2022 à 2028



Le rapport précise que le trafic de données sur l'ensemble des réseaux de téléphonie mobile actifs sur le continent passera de 1,7 exaoctet (1 exaoctet équivaut à 1000 mds de giga-octets) en moyenne par mois en 2022, à 11,4 exaoctets par mois en 2028, soit un taux de croissance annuel moyen de 37 %.

Cette hausse s'explique essentiellement par le fait que les opérateurs actifs en Afrique continueront à investir massivement dans les réseaux 4G et 5G pour y faire migrer leurs clients abonnés aux réseaux 2G et 3G.

L'augmentation du trafic total de données au sud du Sahara découlera

également de la hausse du taux d'adoption des smartphones dans la région. Le nombre d'utilisateurs de ces téléphones intelligents devrait passer de 410 millions en 2022 à 690 millions en 2028.

La consommation mensuelle moyenne de données mobiles par smartphone devrait ainsi se multiplier par quatre entre 2022 et 2028, passant de 4,7 à 19 giga-octets (Go), ce qui représente un taux de croissance de 26 % en moyenne par an. Ce taux est supérieur à la moyenne mondiale (20 %).

Le nombre d'abonnements à la 5G atteindra 140 millions en 2028

Le rapport révèle également que la 4G restera le principal contributeur aux nouveaux abonnements dans la région jusqu'en 2028. Elle représentera environ 58 % du total des abonnements mobiles à cette échéance, contre 30 % en 2022.

Avec un nombre d'abonnements qui passera de 3 millions à la fin de l'année écoulée à 140 millions en 2028, la 5G devrait enregistrer le taux de croissance le plus rapide. À ce jour, plus de dix pays d'Afrique subsaharienne ont lancé des réseaux 5G commerciaux et de nombreux autres pays prévoient de le faire durant les prochaines années, ce qui portera la part des abonnements à la 5G à 13 % du total des abonnements aux réseaux de téléphonie mobile en 2028.

Bien qu'elle reste une technologie importante dans la région en raison de sa compatibilité avec les téléphones portables basiques et très abordables, de l'accessibilité de ses services et de son importante base d'abonnés dans le milieu rural, la 2G devrait voir le nombre total de ses abonnés diminuer continuellement au cours des prochaines années, pour se limiter à 29 % du nombre total d'abonnements en 2028 contre 49 % en 2022.

Ericsson indique par ailleurs que le nombre total d'abonnements à la 5G à l'échelle mondiale devrait passer d'environ un milliard en 2022 à 4,6 mds à fin 2028, soit plus de 50 % de l'ensemble des abonnements mobiles à cet horizon. À ce jour, environ 240 réseaux 5G commerciaux ont été lancés dans le monde.

Source : Agence Ecofin

CHINE-AFRIQUE LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ONT AUGMENTÉ DE 7,4 % DURANT LES SEPT PREMIERS MOIS DE 2023, À 156,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Malgré la suppression des droits de douane sur 98 % des produits importés de 18 pays africains en 2022, la balance commerciale demeure excédentaire en faveur de la Chine, dont les exportations vers le continent sont dominées par les produits finis.



Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 156,4 mds de dollars au cours des sept premiers mois de 2023, un montant en hausse de 7,4 % par rapport à la même période de 2022, selon des données publiées le 23 août par l'administration générale de la douane chinoise.

Entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet 2023, les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 20 %, en comparaison avec la même période de 2022, pour s'établir à environ 97,8 mds de dollars, a-t-on précisé de même source.

L'administration générale de la douane chinoise a également indiqué que les importations chinoises en provenance d'Afrique ont atteint 58,6 mds de dollars durant les sept premiers mois de l'année en cours, sans fournir la variation par rapport à la même période de l'année écoulée.

La plupart des exportations chinoises vers l'Afrique sont des produits finis (textile-habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les exportations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le cobalt et le minerai de fer, d'où un excédent commercial chronique en faveur de la Chine.

Pour tenter de corriger ce déséquilibre commercial persistant, Pékin

a supprimé, en 2022, les droits de douane sur 98 % des produits importés de 18 pays africains, dont la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo. Ce démantèlement tarifaire fait suite à l'annonce par le président chinois Xi Jinping, lors de la 8^e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac 8) tenue à Dakar en novembre 2021, de l'intention de Pékin d'augmenter ses importations de produits agricoles africains. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l'objectif était de porter le total des importations chinoises en provenance du continent africain à 100 mds de dollars par an à partir de 2022, puis à 300 mds de dollars par an à l'horizon 2035.

Source : Agence Ecofin



Version PDF du journal téléchargeable

www.echosdeleco.com





Nous cassons les prix
pour vos envois GIMAC

COMPOSEZ
***150*9#**

JUSQU'À



RAPIDE. SÉCURISÉ. SANS FRONTIÈRES.

100%
RECYCLÉ



Le verre consigné,
notre solution durable.

Notre
verre
est
vert !

Sobraga 
Les Boissons du Gabon